

Les 11 chantiers du gouvernement pour la rentrée

« Nous sommes confrontés à un degré de violence et de menace encore impensables il y a peu. »

Sophie WILMÈS, ministre du Budget

2,4 milliards d'euros à trouver. Le budget sera l'un des gros chantiers des ministres pour cette rentrée parlementaire.

C'est la rentrée. Les ministres nous ont rendu leurs devoirs de vacances. Au menu, leur défi et celui du gouvernement.

● **Caroline FIXELLES et Albert JALLET**

On a repris les cartables et les stylos et l'on s'apprête à se réinstaller sur les bancs de la Chambre ce jeudi. Députés fédéraux et ministres font leur rentrée parlementaire. Même si, pour les puristes, la rentrée officielle, ce sera le 11 octobre, lorsque le Premier prononcera son discours devant l'assemblée.

Ce jeudi, avant de faire leur grande entrée dans l'hémicycle, le gouvernement se réunira en conseil de ministres le matin. Histoire de se mettre en jambes. Et on ne devrait pas passer à côté de gros dossiers tels que Caterpillar ou le budget.

Mais les ministres de la coalition auront d'autres gros chantiers dans leur cartable pour cette rentrée.

Tous appliqués ? Quoi que

Ils nous ont rendu leur devoir

Le champion de la concision, c'est Steven Vandeput. C'est très... horizontal.

de vacances. Tous se sont appliqués. Certains un peu plus que

d'autres.

Le champion de la concision, c'est **Steven Vandeput**. Voilà un ministre qui ne s'embarasse pas de circonvolutions ou d'emphase. Pour la Défense, il doit concrétiser la vision stratégique adoptée. Par contre, pour le « redesign » de la fonction publique, on attendra encore un peu.

Didier Reynders, lui, avait encore, ou déjà, la tête ailleurs. Il a du boulot, voilà qui est dit. Maggie De Block, en tant que personne politique la plus populaire dans toutes les parties du pays a eu droit à plus d'égards (cfr page précédente).

Quant à **Charles Michel**, c'est le premier ministre. Lui, il n'a pas d'attribution spécifique, il doit faire avancer sa classe, par-

Le socio-économique et la relance est sans conteste le leitmotiv de l'équipe Michel.

fois turbulente. Et puis, lui demander quel était le défi de son gouvernement pour l'année à venir aurait fait des jaloux. Nous l'avons donc laissé à ses préparations pour cette nouvelle rentrée.

Qui va relever le défi ?

Si chaque ministre à ses propres préoccupations, il était in-

téressant de savoir où chacun plaçait le défi le plus important à relever pour le gouvernement dans sa globalité.

On ne va pas parler d'unanimité mais on n'en est pas loin. Sur quoi ? Sur le fameux volet socio-économique qui doit rendre la Belgique attirante aux yeux des investisseurs, des entreprises et ce pour créer de l'emploi.

Bon, il y a quand même trois « francs-tireurs » dans la bande. **Sophie Wilmès**, **Steven Vandeput** et **Daniel Bacquelaine** insistent sur un point qui a touché de plein fouet la Belgique : la sécurité. Comme le dit Sophie Wilmès : « Nous sommes confrontés à un degré de violence et de menace en-

Le défi de la sécurité ? Jan Jambon préfère évacuer la pression.

core impensables il y a peu. » **Jan Jambon** (Intérieur), préfère parler des réformes socio-économiques... Histoire d'évacuer la pression ?

Kris Peeters, lui, est déjà la tête dans le guidon du conclave budgétaire : le budget, rien que le budget, tout le budget. Histoire de mettre la pression ? ■



Sophie WILMÈS,
MR, Budget

Finances, sécurité

CHANTIER

« Le » gros chantier de la rentrée pour moi est évidemment le contrôle budgétaire et l'élaboration du budget 2017, qui doit être envoyé à la Commission européenne avant le 15 octobre.

La principale difficulté est de concilier l'assainissement budgétaire et la relance de l'économie. Le redressement des finances publiques est indispensable pour garantir aux générations futures une sécurité sociale de qualité. Mais des réformes structurelles sont nécessaires pour relancer l'économie. Sans redressement de l'économie, un équilibre budgétaire ne tient pas longtemps. Les exigences européennes en termes de trajectoire budgétaire doivent également être respectées. Nous sommes demandeurs d'un dialogue avec la Commission en ce qui concerne les investissements notamment.

DEFI

Notre environnement a changé. Nous sommes confrontés à un degré de violence et de menace encore impensables il y a peu. La sécurité de nos concitoyens est fondamentale. Le gouvernement y travaille sans relâche. Il devra le faire encore en 2017.



Kris PEETERS
CD&V, Emploi

Temps de travail

CHANTIER

Le gros chantier, pour moi, c'est bien le projet travail « faisable et maniable ». Il s'agit de la modernisation de la législation au vu des défis qui résultent des évolutions actuelles dans le marché du travail. Le but est d'accorder aux entreprises plus de flexibilité afin d'améliorer la compétitivité et de faciliter un meilleur équilibre temps privé - temps professionnel pour les employés. Il s'agit d'un scénario gagnant-gagnant pour employeurs et employés. La difficulté, plutôt l'opportunité, est de pouvoir aboutir à un consensus au niveau des partenaires sociaux, plus spécifiquement au sein de Groupe des Dix. Dès qu'il y a un accord, on peut implémenter la nouvelle loi.

DEFI

Le plus grand défi, c'est clairement le budget. Il faut trouver un montant énorme, respecter les exigences de l'Europe et réformer la fiscalité. C'est sans précédent. Mais ça doit être fait et ce sera fait.



Willy BORSUS
MR, PME

Impôts, relance

CHANTIER

Le volet PME de l'impôt des sociétés sera notre grand chantier de rentrée parlementaire. Notre taux d'imposition est trop élevé, la législation européenne trop compliquée. De plus, il nous faut adapter l'ISOC au regard des décisions européennes. Mais cette réforme (que j'entreprends avec mon collègue Ministre des Finances) doit aussi être avantageuse pour les PME et doit soutenir l'emploi. La grande difficulté dans ce dossier est de s'assurer du schéma budgétaire et de concilier compétitivité des entreprises en général et des PME en particulier, dans un cadre budgétaire équilibré. Rappelons que l'ISOC en Belgique, c'est 14 milliards.

DEFI

Le défi du gouvernement pour 2017 sera de conforter la relance économique et les créations d'emplois (les chiffres sont actuellement bons), alors que des fermetures ou des restructurations font très mal à notre tissu économique et à nos concitoyens.



• **D. BACQUELAÏNE**
MR, Pensions

Pension mixte

CHANTIER

Offrir une pension complémentaire aux contractuels de la fonction publique locale afin de réduire les différences entre régimes de pension. C'est la pension « mixte » qui vise à généraliser le principe selon lequel les agents de la fonction publique bénéficient d'une pension du secteur public pour les années prestées comme fonctionnaire et d'une pension de salarié pour les années prestées comme contractuel. C'est réclamé depuis des années par les trois Unions des Villes et des Communes. Parallèlement, je veux encourager les administrations à offrir un régime de pension complémentaire pour le personnel contractuel afin de réduire les inégalités entre agents contractuels et statutaires. Le fédéral montrera l'exemple. J'ai obtenu lors du dernier contrôle budgétaire un budget de 32 millions annuel. Quant au niveau local, je prévois un incitant financier en faveur des communes qui mettront en place un régime de pensions complémentaires.

DÉFI

Les questions au niveau de l'emploi et de la sécurité.



• **J. VAN OVERTVELDT**
N-VA, Finances

Impôt des sociétés

CHANTIER

La réforme de l'impôt des sociétés. Le système actuel combine un taux nominal élevé à des postes de déduction particuliers ou des systèmes permettant d'offrir un taux préférentiel à certaines niches. Cette stratégie a atteint ses limites compte tenu du contexte international : harmonisation des règles et pratiques au niveau de la Commission européenne et de l'OCDE. Nous devons proposer des solutions pour que la Belgique, dont l'économie est très ouverte, conserve son attractivité à l'égard des investisseurs et des entreprises. Sinon nous risquons de perdre des emplois. Dans le même temps il faut que les multinationales et les PME soient traitées sur un pied d'égalité. Les PME méritent un régime fiscal simple et équitable.

DÉFI

Je suis convaincu que le gouvernement doit poursuivre sur l'élan du tax shift : réduire les charges sur le travail pour ainsi renforcer la compétitivité des entreprises. L'objectif : faire baisser la pression fiscale globale pour récompenser le travail et accorder aux entreprises la marge nécessaire pour entreprendre et créer des emplois.



• **Jan JAMBON**
NV-A, Intérieur

Police, relance

CHANTIER

En tant que ministre de la Sécurité et l'Intérieur, il est difficile d'isoler un dossier en particulier. Nous menons pas mal de réformes dans divers domaines comme la sécurité civile ou les applications du registre national.

Si je devais quand même mettre en avant un dossier, je choisirais celui de l'optimisation de la police intégrée avec la création de la direction surveillance et protection. Il s'agit de l'une des 25 mesures phares de notre gouvernement. Nous allons ainsi constituer un corps armé sous la direction de la police qui pourrait assurer la surveillance et protection de divers sites et institutions, comme les bâtiments officiels ou les centrales nucléaires. En attendant, sous le niveau de menace actuel, niveau 3, ce sont nos militaires qui se chargent de ces missions.

DÉFI

Le gouvernement doit faire avancer les réformes socio-économiques structurelles nécessaires à la relance économique du pays.



• **François BELLOT**
MR, Mobilité

Chef, mobilité

CHANTIER

Un chantier à brève échéance sera de nommer le prochain CEO de la SNCB. Il lui reviendra de mener les actions nécessaires pour faire rentrer cette entreprise de plain-pied dans le XXI^e siècle. Il devra finaliser le contrat de gestion, le plan de transport 2017 mais aussi rétablir un climat social serein dans un contexte budgétaire exigeant. L'échéance de 2023 avec l'ouverture du marché (4^e paquet ferroviaire) est le prochain cap à franchir avec succès. Un autre chantier majeur sera de doter la politique de mobilité d'une vision globale, concertée avec les Régions, dans le respect des compétences de chacun. Le risque dans les deux cas est la résistance au changement et d'avoir une vision portée par des choix à court terme.

DÉFI

Rendre notre pays attractif et attirant pour les investisseurs étrangers présents en Belgique ou qui veulent investir en Europe. Cela passe aussi par une politique de mobilité de qualité au service des citoyens, des entreprises et trop souvent pénalisés par une mobilité de qualité insuffisante.



• **Koen GEENS**
CD&V, Justice

Un 2^e plan Justice

CHANTIER

Je poursuivrai les projets de loi Pot-pourri. Mais je veux passer à une autre étape : un 2^e Plan Justice sera bientôt présenté au Parlement. Il exposera les lignes pour un nouveau code pénal et un nouveau code d'instruction criminelle et aussi pour des réformes en matière de droit civil et de droit des entreprises. Les codes actuels remontent en effet au temps de Napoléon ! Mais je veux aussi agir rapidement : allonger le délai de garde à vue à 48 h, instaurer une approche plus sévère des contrevenants de la route récidivistes, etc. Dans mon premier Plan Justice, je plaidais déjà en faveur d'une correctionnalisation des procédures judiciaires pour les actes graves. Les Assises seraient plutôt l'exception que la règle. Mais je veux réfléchir à une nouvelle procédure qui pourrait prendre la forme d'une chambre criminelle avec des débats ouverts et des auditions d'experts et de témoins.

DÉFI

Faisons preuve de vigilance afin de protéger et renforcer la démocratie. Il existe beaucoup de facteurs variables non maîtrisables directement, ce qui explique mon appel à la vigilance.



• **M.-C. MARGHEM**
MR, Énergie

Priorité climat

CHANTIER

Pour Marie Christine Marghem, la priorité est de conclure un accord de coopération sur le burden sharing (répartition des efforts), entre l'État et les Régions en matière de réduction de gaz à effet de serre (-15 %) et de production d'énergie renouvelable (13 %), entre autres. Le dernier point à régler porte sur le principe de solidarité : une Région propose de vendre par priorité à une autre Région ses éventuels surplus à un pourcentage de la valeur de marché. Ce principe de solidarité concerne la Wallonie (vu le surplus attendu) et la Flandre (vu le déficit attendu). Le dialogue avec les Régions est primordial. Cet accord de coopération permettra de mettre en œuvre le plan national climat (jusqu'en 2020). Avec ses administrations, la ministre prépare le plan Energie-Climat attendu par l'Europe pour fin 2017.

DÉFI

Le plus gros défi est socio-économique ; il faudra mettre notre pays dans une situation permettant de créer des emplois et de préserver la sécurité sociale. Les secteurs de la mobilité et de l'énergie sont deux secteurs essentiels pour notre pays.



• **Steven VANDEPUT**
N-VA, Défense

Vision stratégique

CHANTIER

Défense : implémentation de la vision stratégique (dossiers d'adjudication).

La fonction publique : fusionner les quatre organisations horizontales dans une nouvelle organisation horizontale.

DÉFI

Sécurité et compétitivité



• **A. DE CROO**
Open Vld, Télécoms

Digital Act

CHANTIER

La concrétisation du 'Digital Act'.

L'utilisation des signatures électroniques, des recommandés électroniques, etc. Les obstacles juridiques étant levés, cela peut se traduire dans la révision des processus et l'utilisation des outils digitaux dans les relations de l'État avec les citoyens et les entreprises. Pour les entreprises privées, le digital act entrant en vigueur en septembre, c'est en 2017 que l'on s'attend à voir les retombées. Cela dépend du dynamisme des opérateurs à utiliser les facilités offertes et à l'offre sur le marché de services de recommandés électronique ou d'archivage électronique par exemple. Désormais, légalement le papier = le digital. Les principaux obstacles sont de pouvoir disposer des budgets d'investissements suffisants et de stimuler chez les utilisateurs l'exploitation maximale de ces outils.

DÉFI

Le gouvernement doit donner toutes ses chances à la croissance économique et à la création d'emplois en poursuivant les réformes et les baisses de charges, a fortiori pour les PME qui sont la colonne vertébrale de notre économie.